



PLANÈTE — PLANÈTE

De l'énergie à revendre, mais pas au privé

Depuis un mois, la fédération des mines et de l'énergie CGT sillonne la France à la rencontre des usagers. Objectif : propager la bataille contre la privatisation d'EDF.

Chalon-sur-Saône, envoyé spécial.

Pour la dernière étape du FNME-CGT Tour, ciel bleu et nuages épars annoncent un bel après-midi sur Chalon-sur-Saône. Place de Beaune, le barnum de la fédération mines et énergie CGT vient de faire son entrée. Quatre camionnettes siglées et badgées pour un service de l'énergie « 100 % public » prennent place. Les tentes se montent et les syndicalistes s'activent. Tables, prospectus et petits livrets, tout se met en branle. « Il ne reste plus qu'à expliquer pourquoi il est nécessaire que l'énergie reste du domaine du public, de même que bon nombre de secteurs comme l'hospitalier ou la SNCF... », explique Alain Gaillard, secrétaire départemental CGT de Saône-et-Loire. C'est dans ce but que, depuis le jeudi 9 mai, 16 villes ont été visitées et 3 400 kilomètres inscrits au compteur.

Le syndicat se bat pour garder un statut unique

« Sur la route, nos quatre véhicules ne sont pas passés inaperçus. Nous avons souvent été salués, même klaxonnés », raconte Romain, ravi d'avoir été de ces trois semaines. Mais au-delà du côté chaleureux de l'aventure reste l'initiative. « La nationalisation d'un pan de l'activité énergie est une mauvaise idée. Nous défendons une entreprise intégrée au service du public et des salariés. Voilà pourquoi nous voulons aller en région au-devant des agents, pour les

informer des risques qui pèsent sur leurs statuts, mais aussi des usagers, également concernés par ces changements », expliquait quelques jours avant le départ, Sébastien Menesplier, secrétaire général de la FNME-CGT.

L'État, actionnaire à 84 % d'EDF, a en effet demandé, il y a un an, à la direction de se réorganiser et de créer deux pôles bien distincts, avec une maison mère publique, qui garderait sous sa coupe tout le secteur nucléaire et une ou des filiales qui pourraient être placées en Bourse. Une aberration, selon Laurent, l'un des syndicalistes présents place de Beaune. « C'est simple, explique-t-il, la dette restera dans le public, et tout ce qui rapporte de l'argent ira au privé. »

Depuis, le syndicat se bat pour garder un statut unique à l'ensemble des salariés du secteur ou encore faire tomber la TVA de 20,6 % à 5,5 % sur les factures des ménages. Contre le dumping social, aussi, qu'insufflé l'ouverture à la concurrence.

« Les gens oublient qu'ils sont acteurs et décideurs »

Le temps presse. Le projet de la direction sera présenté le 20 juin et l'augmentation de 6 % du prix de l'électricité a déjà été actée. « Cette initiative réveille notre fédération, suscite l'intérêt du public. Les gens ne

comprennent plus trop pourquoi on manifeste, continue Laurent. Là, on leur parle, on leur explique, ils nous écoutent, posent des questions. »

Dès le matin, plusieurs agents se sont retrouvés dans la cour du centre Enedis afin de partager leurs points de vue. « Depuis quelques années, nous subissons des réductions d'effectifs, s'inquiète Laurence, secrétaire générale de la FNME sur le site. De plus en plus de services sont mutualisés, ce qui entraîne une perte de sens et de reconnaissance de notre travail. Aujourd'hui, nous nous battons non plus pour gagner des choses, mais pour ne plus en perdre. »

Place de Beaune, quelques heures plus tard, les premiers badauds s'arrêtent. Coût des factures, compteur Linky, précarité énergétique, manque de lieux d'accueil... tout passe en revue. « Il n'y a plus d'accueil physique dans notre ville, explique un retraité. L'agence a été fermée, il y a deux ans. Il ne nous reste que le téléphone, au bout duquel on attend des plombs. » Ou alors Internet, dont il ne dispose pas.

« Moi, je veux avoir le choix de prendre ou pas ce compteur Linky », explique, plus loin, une dame âgée. « Il n'y a pas d'obligation, madame », rassure Régis, de la FNME. Plus loin, un couple jette un œil intrigué sur le prospectus. « Merci pour l'info, on ne savait pas tout cela », lâche-t-il en partant. « Les gens oublient qu'ils sont acteurs et décideurs, glisse Ré-

gis. Il faut qu'on leur redonne cette conscience. » L'union fait la force, ne dit-on pas... ■

par Éric Serres

